



GRANDS CONSOMMATEURS INDUSTRIELS: “Nous nous saignons en électricité”

Par Ing. Koen Vandepopuliere, Control & Automation Magazine



photos: Eandis

Alors que la libéralisation du marché de l'énergie visait une baisse des prix, l'effet inverse semble se produire. Les tarifs de l'électricité industrielle ont connu ces dernières années de fortes hausses. Febeliec tire la sonnette d'alarme. Sur la base de récentes études, la fédération souligne l'aspect dramatique et inquiétant de la situation. En outre, notre dépendance en matière d'électricité vis-à-vis de l'étranger ne cesse de croître, surtout vis-à-vis de la France.



Febeliec, la fédération belge des grands consommateurs industriels d'énergie, a récemment mené une enquête sur les tarifs de l'énergie en 2008. Elle a reçu 285 réactions de ses membres. L'enquête couvre ainsi 20% de la consommation électrique et 23% de la consommation de gaz naturel dans l'industrie de transformation belge. La fédération a complété son étude avec une analyse des chiffres du CREG (Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz). Les conclusions révèlent une situation peu favorable: les prix de l'électricité pour les clients industriels augmentent chaque année plus vite. Et les petits clients industriels ont été logés à la même enseigne au cours des quatre dernières années. En 2005, les tarifs étaient encore comparables à ceux de nos pays voisins, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Cependant, en 2008, ils ont connu un pic à environ 0,099 euro par kWh (contre 0,059 euro en France; 0,084 euro aux Pays-Bas et 0,092 euro en Allemagne et au Royaume-Uni). Il est également à noter que parmi ces cinq pays, seule la Belgique a connu une nouvelle hausse de prix (et pas des moindres) l'an dernier. Ce sont toutefois les sociétés qui consomment plus de 100 GWh par an qui ont été confrontées à la hausse la plus rapide des frais d'électricité. Selon Peter Claes, Administrateur délégué de Febeliec, cela découle du fait qu'Electrabel est le seul fournisseur d'énergie ayant une capacité suffisante pour répondre à leur demande et donc, leur faire une offre. “Il y a deux à trois ans, les sociétés recevaient encore plusieurs offres” remarque-t-il. Les

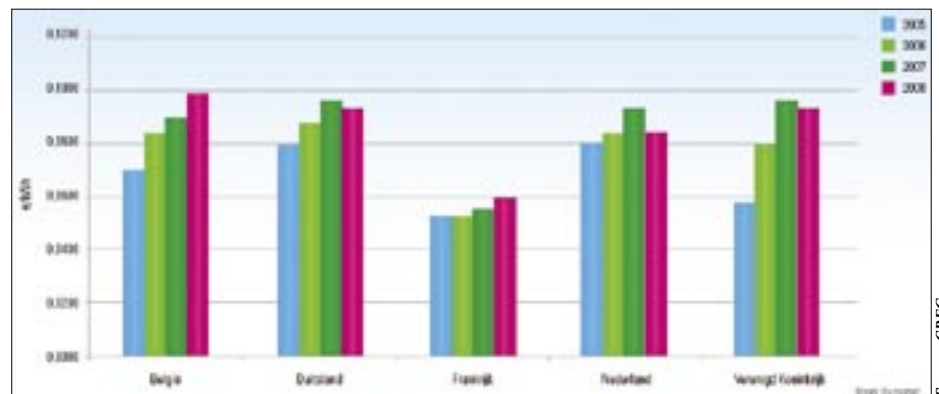
grands consommateurs les plus confrontés à cette position de monopole de fait d'Electrabel se situent surtout dans les secteurs de la chimie, de la métallurgie, de l'industrie non ferreuse, de l'automobile et du papier. Quatre-vingts sites sont concernés. Ensemble, ils représentent 25 à 30 % de la consommation électrique belge.

Mais quelles sont les causes?

Pour pouvoir expliquer ces hausses de prix, il est important de savoir de quoi se compose le prix de l'électricité. Nous avons le prix du fournisseur (66%), les frais de distribution (15%), les frais de transmission (10%), les taxes publiques (5%) et les contributions pour

Peter Claes, Administrateur délégué de Febeliec: “Electrabel est aujourd'hui le seul fournisseur à avoir la capacité suffisante pour répondre aux demandes des grands consommateurs. Cela se traduit par une position de monopole de fait et des prix qui connaissent de fortes hausses, surtout dans ce segment de marché.”

l'énergie renouvelable et la cogénération (4%) (ces chiffres s'appliquent aux grands consommateurs; pour les plus petits, le pourcentage concernant le prix du fournisseur est inférieur et celui de la distribution est supérieur). Peter Claes: “Nous constatons que les frais de transmission et de distribution augmentent. En soi, nous ne nous y opposons pas. Les revenus qui



Evolution des prix de l'électricité, suppléments non compris, facturés aux petits clients industriels en Belgique et dans les pays voisins de 2005 à 2009.

Source: CREG

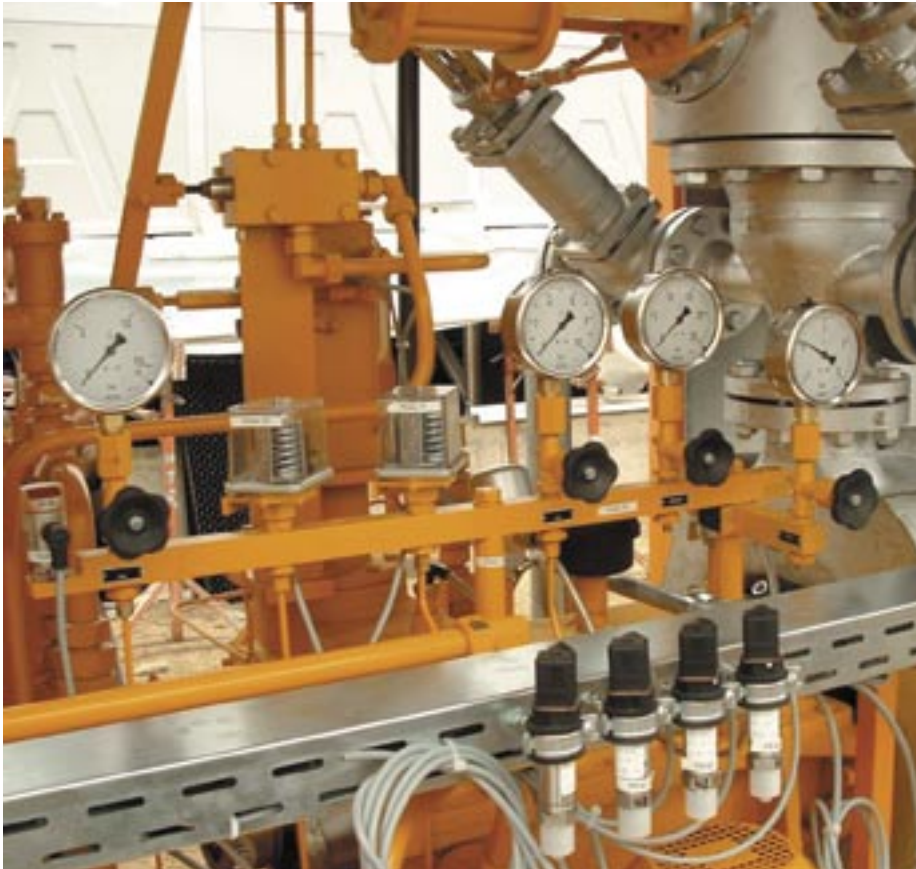
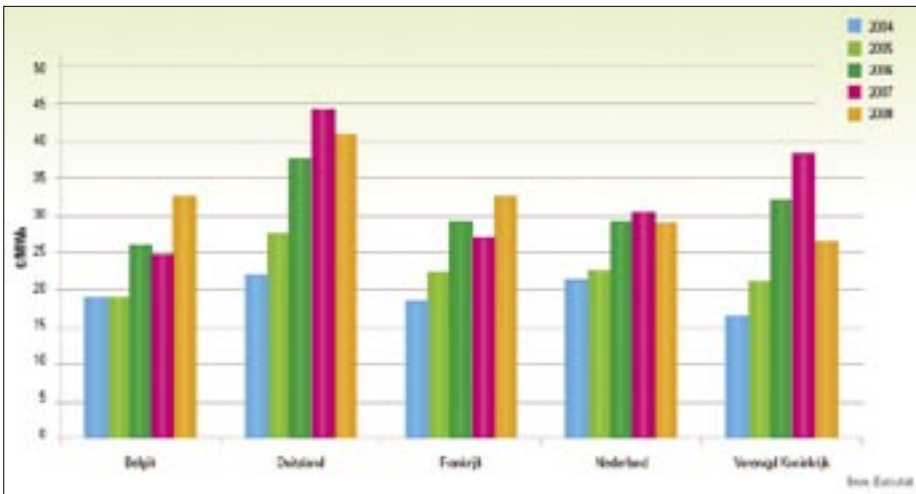


Photo: Vattenfall

Recherché: un meilleur fonctionnement du marché

Febeliec présente plusieurs recommandations qui peuvent remédier aux problèmes. "Nous devons tout d'abord arriver à un meilleur fonctionnement du marché. Cela peut se faire de diverses façons. D'abord par une plus grande transparence, par exemple en réduisant l'importance d'Endex. Cette bourse de l'énergie, qui constitue un indicateur pour les prix de l'électricité, est en effet peu transparente et les transactions sont si peu nombreuses que cette bourse est un appel à l'abus. Belpex, la bourse belge de l'électricité, ne présente pas ces défaillances et pourrait dès lors s'avérer être un meilleur choix. Nous voulons aussi une meilleure intégration du marché en mettant enfin en pratique un véritable marché unitaire européen. Car, aujourd'hui, celui-ci n'existe pas: en témoignent les prix fortement disparitaires dans les différents Etats membres. Et nous arrivons ainsi à un des grands goulets d'étranglement: la nécessité d'augmenter la capacité d'importation belge. L'Allemagne pourrait jouer un rôle important à cet égard puisque ce pays produit une grande quantité d'énergie éolienne dans le nord. Du moins, lorsqu'il y a beaucoup de vent car sinon, elle importe – de manière assez inconsciente – des masses d'énergie nucléaire de la France en Allemagne. La transmission de cette électricité passe par la Belgique. De ce fait, notre pays connaît un manque de capacité d'importation pour sa propre consommation. La solution consiste à convaincre l'Allemagne à s'assurer une plus grande capacité de backup", observe Peter Claes.

Cela ne veut toutefois pas dire que Peter Claes souhaite plus d'énergie nucléaire. Il nous explique que l'an dernier, 17 des 56 centrales nucléaires françaises n'étaient pas opérationnelles, ceci pour des raisons de maintenance et de sécurité. "Cette forme d'énergie est-elle dès lors sûre? J'en doute", observe-t-il. Febeliec réclame aussi une solution aux 'profits inattendus'. De quoi s'agit-il? Le système européen du commerce des droits d'émission a démarré en 2005. Cela implique que des droits d'émission sont attribués gratuitement au secteur de l'électricité. Cependant, par manque de concurrence entre les producteurs, ceux-ci peuvent, depuis 2005, intégrer dans leurs prix le coût du CO2 qu'ils n'ont pourtant pas dû payer. Peter Claes: "Electrabel et SPE ont ainsi réalisé un bénéfice supplémentaire de pas moins de 1,2 milliard d'euros de 2005 à 2007. Afin d'éviter à l'avenir un tel abus, nous proposons trois solutions. La première est une taxe sur ces 'profits inattendus' dont les revenus retourneraient aux clients concernés – principalement des entreprises – à titre de compensation. La deuxième possibilité consiste à négocier une solution avec Electrabel et SPE. Cependant, tant que ces sociétés continuent à nier l'existence d'un problème, nous n'avancerons pas. Si ces deux pistes ne donnent pas de résultat, il nous en reste encore une: Febeliec porte l'affaire devant le tribunal." Dans l'attente d'une solution (qui



Source: CREG

Evolution des prix du gaz naturel (suppléments non compris) pour le client professionnel.

en découlent peuvent être utilisés pour optimiser et étendre le réseau. Malheureusement, les décisions politiques semblent parfois davantage vouloir protéger les intercommunales (qui ont le monopole de la distribution sur le marché de l'énergie libre – dans certains cas avec une participation d'Electrabel ndlr) que le client. Et les taxes publiques augmentent elles aussi d'année en année. A ce titre, l'année 2005 a été mémorable en raison de l'introduction d'une contribution en faveur des communes. Finalement, le coût relatif aux sources d'énergie renouvelables et à la cogénération représente un point névralgique important. Vu la hausse du pourcentage obligatoire de courant vert au fil des ans, ce coût a quintuplé depuis 2003 pour certains fournis-

seurs. Notez que nous n'atteignons pour l'heure que 4 à 5% de courant vert. Cependant, si le Gouvernement flamand souhaite concrétiser son plan à 13% d'ici 2020, cela représentera un sérieux coût. Et ce sera probablement l'industrie qui devra en faire les frais! Peter Claes observe aussi que les subsides octroyés pour le courant vert ne se font pas toujours de manière intelligente. A cet égard, il cite l'exemple du bois d'Australie et des noyaux d'olive du bassin méditerranéen qui sont brûlés en Belgique dans des fours à charbon. Voilà de l'énergie à partir de biomasse qui est vendue comme courant vert. "Je suppose que nous ne cherchons pas à ce que tous les déchets du monde aboutissent dans notre pays", ajoute-t-il.



devrait, idéalement, arriver au plus vite), la fédération réclame une négociation avec les producteurs d'énergie et l'Etat afin de trouver des mesures transitoires et "éviter l'allocation d'entreprises. Dans les industries très énergivores, le coût énergétique peut en effet représenter plus de 60% de l'ensemble des coûts de production variables. Et quand on sait que la Belgique connaît un des prix de l'énergie les plus hauts en Europe – parfois même le double de celui d'autres pays – le compte est vite fait ..." remarque Peter Claes.

Préservation à long terme du marché libre

Finalement, Febeliec propose encore des mesures pour garantir le fonctionnement du marché à plus long terme. Elle plaide d'abord pour l'investissement dans une capacité de production supplémentaire. Aujourd'hui, 10 à 15% de notre électricité est en effet importée, ce qui rend la Belgique trop dépendante de l'étranger. Peter Claes: "Nous devons accroître la capacité d'importation afin de permettre ainsi une plus grande concurrence. Toutefois, tant Elia que RTE – le gestionnaire de réseau français – se montrent récalcitrants à l'égard d'un tel scénario." La récente reprise de SPE-Luminus par EDF (le principal producteur et distributeur sur le marché de l'électricité français) a été abordée dans le contexte de la dépendance de la Bel-



Peter Claes: "Lorsqu'il n'y a pas de vent, des masses d'énergie nucléaire sont importées de la France en Allemagne." (Photo: RC/Vienne Nature: Centrale nucléaire de Civaux, France)

gique vis-à-vis de l'étranger. Febeliec s'inquiète fortement des nombreuses actions d'EDF et de GDF-Suez – la société mère d'Electrabel – que possède l'Etat français. "L'Etat français détient

aujourd'hui 90% de la production d'électricité belge. On peut alors raisonnablement se demander si la concurrence entre EDF et GDF-Suez se poursuivra? Si oui, tant mieux. Cependant, si les deux sociétés développent une stratégie commune, cela peut poser un problème. Pourtant, je pense que cet aspect ne devrait pas être problématique, notamment parce que les autorités de concurrence y veilleront. Mais l'Etat français voudra-t-il encore investir dans une capacité de production belge? S'il ne le fait pas, nous dépendrons de plus en plus de nos voisins du Sud. Et c'est précisément là que réside pour nous le grand danger!"

Un Etat efficace

Febeliec ne donne pas seulement des recommandations qui doivent relancer le fonctionnement du marché. Elle propose aussi une baisse des taxes et surcoûts: la contribution fédérale (qui ne fait qu'augmenter), la taxe pour les parcs éoliens offshore et les contributions liées à l'obligation de générer toujours davantage d'électricité au départ de sources d'énergie renouvelables et d'une cogénération. Elle plaide aussi pour une utilisation plus efficace des revenus de la distribution et de la transmission. D'autre part, Febeliec plaide pour une autonomie suffisante du régulateur (comme le CREG fédéral). Il y a donc du pain sur la planche... notamment pour l'Etat! <<